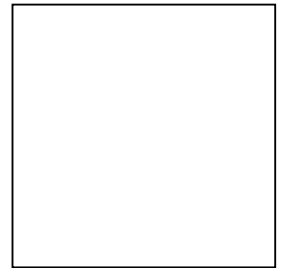




FÉLIX GUATTARI

Le Journal de Léros

Au début de l'été 1992, Félix nous confiait, avec d'autres textes, son « Journal de Léros ». Ce voyage en compagnie d'Éric Favereau, a fait l'objet d'un article, avec des photos de Joséphine Guattari, dans Libération du 13 octobre 1989.



Trois ans ont passé depuis ce « reportage ». Félix ne témoignera plus pour une psychiatrie plus humaine, « non-répressive, non-ségrégative ». Léros n'a pas fondamentalement changé. Mais des équipes de psychiatres étrangers continuent d'y intervenir dans le cadre des programmes de la CEE.

Quoi qu'il en soit, la question que soulevait Félix reste entière : Léros est un scandale, Daphni encore plus. Soit ! Mais est-ce si radicalement différent de ce qui se passe dans les innombrables lieux psychiatriques de par le monde ? Qu'il s'agisse de là-bas ou d'ici...

27 septembre 1989, Paris

Éric Favereau nous confirme le voyage à Léros. Je cherche dans l'atlas, c'est une petite île grecque du Dodécanèse, adossée à la côte turque. Un ami de Trieste – le poète Piero del Giudice – nous en a déjà longuement parlé, il y a quelques mois avant qu'il en soit question aux actualités télévisées. Il

y a dans cette île un véritable bain psychiatrique où sont enfermés 1200 malades, un camp de concentration sans la présence d'aucun personnel soignant, sans même un psychiatre. Les images présentées à la télé étaient épouvantables : des corps nus, des visages décharnés et figés dans la peur et l'angoisse derrière des grilles, et l'odeur fétide semblait passer à travers l'écran.

Il y a cinq ans à l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne, d'importants fonds du Marché commun avaient été affectés à la Grèce pour transformer cette situation. Mais, jusqu'à ce jour, ces fonds n'ont pas été utilisés. Plus récemment, il était question qu'une équipe de l'Hôpital de Trieste, autour de Franco Rotelli – le successeur de Franco Basaglia – devait tenter, toujours avec l'appui de la CEE, d'aller sur le terrain pour prendre les choses en main. Déjà un groupe de Trieste est intervenu dans l'hôpital psychiatrique de Salonique, et j'avais visité un service entièrement rénové avec le concours des Italiens.

Au début de ce mois, j'ai été interviewé par Jean-Yves Nau pour *Le Monde*, à l'occasion de la disparition de Ronald Laing. Pour la énième fois j'ai été amené à expliquer l'impasse que connaît la psychiatrie française – malgré ses efforts de modernisation, malgré les expériences intéressantes du « secteur » extra-hospitalier – par l'archaïsme de ses structures. L'esprit corporatiste de ses soignants, la passivité de l'opinion... L'article avait sous-titré : « Il faut casser le caractère uniformément étatique de la psychiatrie française et encourager les associations et les fondations. » À ma grande surprise, cette interview a suscité quelques réactions et fait quelques vagues. Par exemple, mon ami Jean Ayme, président d'honneur du Syndicat des psychiatres des hôpitaux, y a vu une atteinte à la notion de service public, une menace à « l'accès des soins d'égale valeur pour tous, sans discrimination géographique, nosographique ou économique ». À mon avis, bien qu'il soit l'un des fondateurs du courant de « psychothérapie institutionnelle », il refuse de voir la situation lamentable actuelle et il reste accroché à une conception périmée des équipements collectifs qui devront, d'une façon ou d'une autre, se dégager des hiérarchies étatiques et bureaucratiques, sources permanentes d'inertie. Vieux débat entre

nous ! C'est aussi dans le contexte de la tenue à Athènes du prochain congrès mondial de psychiatrie que le scandale de Léros a éclaté. À l'ordre du jour de ce congrès il y a, entre autres choses, la demande de réintégration à l'Association internationale des psychiatres soviétiques lesquels sont devenues, paraît-il, depuis la perestroïka, des gens très fréquentables ! Il est dommage cependant que ce soient les mêmes personnes – comme le célèbre docteur Vartanian – qui ont cautionné l'usage à fin de répression politique de la psychiatrie, qui représentent l'URSS à ce congrès ! On sait que depuis des années, les psychiatres occidentaux – les Français en tête – ont mené la « juste lutte » – comme on disait à la belle époque – contre les méthodes soviétiques. Mais il est regrettable que ces mêmes psychiatres ne se soient pas réveillés plus tôt pour dénoncer la situation de Léros, qu'on retrouve d'ailleurs à divers degrés dans la plupart des pays du tiers-monde – je pense en particulier au Mexique où j'ai visité un bagne de ce genre, et aussi dans pas mal de pays « développés ». Il est vrai que les situations sont différentes et qu'il y a des degrés dans l'intolérable. Mais, au bout du compte, l'ensemble de la psychiatrie mondiale demeure fondamentalement répressive, ségrégative, antithérapeutique. Pourquoi en est-on encore là, après tant de cris, d'alarme et de tentatives alternatives comme celle de Laing, Cooper, Basaglia ?

28 septembre, La Borde

Conversation téléphonique avec Franco Rotelli. Le projet d'intervention internationale à Léros est en passe d'être débloqué. Quatre équipes internationales seraient envoyées à l'île de Léros : une italienne de Trieste, une hollandaise de Maëstricht, une irlandaise de Dublin et une allemande. Chaque équipe sera composée de douze personnes : six professionnels et six jeunes volontaires. L'ensemble sera pris en charge par la CEE, avec les fonds qui n'ont pas encore été utilisés, mais le séjour des volontaires sera financé par le gouvernement grec. Avec le renversement du gouvernement socialiste, tout avait été à nouveau remis en question, mais un prolongement du programme prévu a été négocié pour aller jusqu'en 1991. Franco Rotelli est évidemment très favorable à ce que la presse internationale, l'opinion, les intellectuels

suivent de près cette affaire de Léros. Mais il attire mon attention sur le fait qu'un scandale peut-être encore plus important existe à Athènes même, à l'hôpital Daphni, où 2 000 personnes sont enfermées dans des conditions similaires. La seule différence, c'est qui sont affectés 150 psychiatres – je lui ai fait répéter le chiffre – qui ne font rigoureusement rien ! Il y a là-bas également sur place une équipe de Trieste de six personnes, mais qui se trouvent dans une position très inconfortable du fait des conflits avec le personnel. Par exemple, les Italiens avaient réussi à organiser une rencontre locale avec des intellectuels grecs pour sensibiliser l'opinion, mais aucun psychiatre de l'hôpital n'a daigné se déranger ! Peut-être essaierons nous d'aller aussi dans cet « hôpital » !

8 octobre, Paris

Départ ce matin pour la Grèce. Hier je suis intervenu à un colloque des Amis de la Terre. J'ai essayé de défendre l'idée que l'écologie devait concerner tout autant la protection de l'environnement que *la mise en cause des asiles, des prisons, de l'École, de l'urbanisme, etc.* – tous les équipements collectifs de délimitation, de ségrégation, de hiérarchisation. Le jugement porté sur les hôpitaux psychiatriques ne concerne pas seulement les spécialistes de la chose mentale. Il engage une dimension axiologique et éthique relative à l'ensemble du *socius*. C'est au sein de tels équipements que la subjectivité collective élabore ses polarités, ses zones privilégiées, valorisées, et ses zones de refoulement, de dénégation. Il y a ainsi une façon collective de ne pas vouloir savoir la mort, la douleur, la folie, la vieillesse et de se maintenir dans une sorte de sentiment infantile d'éternité. Le temps n'existe pas, la finitude n'existe pas. Quand je dis infantile, le mot n'est pas très heureux car les enfants, précisément, hors des cadres qui les infantilisent, sont parfaitement capables d'accéder à ces catégories de la finitude.

8 octobre, vol Paris-Athènes

Éric Favereau me communique un dossier de presse sur Léros. Stupéfaction à la lecture du reportage très approfondi de John Merit, pour le journal anglais *The Observer*, qui a lancé l'affaire au mois de septembre dernier. Les malades der-

rière les barbelés, enfermés dans des cages de fer, 85 % d'entre eux attachés, camisolés à longueur d'années, les mélanges des handicapés physiques et des handicapés mentaux, des enfants autistiques mangeant dans des auges souillées de leurs défécations, les coups, les jets d'eau pour les faire « tenir tranquille », cinq à six douzaines de morts chaque année, pratiquement aucune sortie depuis trente ans. Il semble assez facile en Grèce de faire interner un parent gênant, un vieillard par exemple, il suffit d'un certificat médical et de l'approbation d'un juge peu regardant dans ces matières. Bien des questions d'héritage se résolvent de cette façon ! Ainsi Léros est devenue le dépotoir de tous les hôpitaux psychiatriques surchargés. Naguère la population avait coutume de parler des « bateaux de fou », sinistre réminiscence de ma Nef des fous dont Michel Foucault a si bien parlé dans son *Histoire de la folie*.

Une dimension importante du problème de Léros serait donc la complicité de la population de cette île de 9 000 habitants, qui relaie, en quelque sorte, la complicité de la Grèce entière. Durant toute une époque, les rares personnes qui tentèrent de dénoncer le scandale furent menacées de représailles, y compris physiques. Les bergers et les pêcheurs trouvent normal de garder les fous comme on parque les animaux. À la vérité, ils respectent beaucoup plus le bétail ! On a peur des fous, on mythifie leur violence présumée ; ils ont le « mauvais œil » ! Les épileptiques en particulier sont considérés comme ayant une influence maléfique. 960 personnes vivent ainsi dans la dépendance directe de ce camp de concentration, et l'économie de l'île repose, pour l'essentiel, sur son activité. Quand Mitiadis Evert, le nouveau ministre de la Santé de la coalition droite-communiste qui s'est substituée aux socialistes du Pasoc (parti socialiste) pendant trois mois, est venu dans l'île pour se rendre compte de la situation, il a été accueilli par une manifestation de la population qui scandait : « Bas les pattes devant l'asile ! Oui à sa réhabilitation, non à son départ ! » Certains psychiatres, en effet, avaient proposé son évacuation. Prudemment, le ministre qui est une étoile montante du parti conservateur, a proposé un plan en trois points, comportant : une transformation des bâtiments (certains malades vivent là dans d'anciens parcs à buffles sans toit, simplement recouvert

de bâches), la création d'une école nationale d'infirmier pour former le personnel, l'affectation à l'établissement d'une dizaine de psychiatres.

En somme on veut « normaliser » la situation, pour faire à Léros une psychiatrie « comme ailleurs », c'est-à-dire dans des murs peints, avec un personnel « qualifié », des apparences sauves, mais une psychiatrie qui restera tout aussi répressive dans son essence, ségrégative, aliénante, déshonorante pour la condition humaine. Reste l'espoir que la *task force* (comme l'ont baptisée les journalistes) que doit envoyer la CEE parvienne à transformer profondément la situation, *ce qui a priori*, ne paraît guère facile !

8 octobre, île de Kos

Le vent s'est levé, nous ne sommes pas sûrs que le bateau qui doit nous mener à Léros demain matin pourra partir. Conversation avec Dimitri Kodossis, cinéaste et journaliste, qui a bien voulu, nous servir d'interprète. Il nous explique que l'affaire de Léros fait énormément de bruit en Grèce. On en parle partout. Le monde politique cherche à s'en emparer. Par exemple, l'ancien maire du Pirée, Andréas Andréanopoulos, ancien ministre et jeune loup de la nouvelle démocratie – une formation de droite au sein de laquelle on retrouve d'anciens cadres du régime des colonels –, pour se mettre en avant a fait voter un crédit d'un milliard de drachmes en faveur de la création d'un centre pour les enfants autistiques. Quand on lui a demandé comment il concevait ce centre, il a répondu : « Comme un anti-Léros. » La coalition qui a renversé le gouvernement socialiste de Papaendréou, et qui réunit le PC grec et la Nouvelle démocratie, proclame qu'elle veut faire la catharsis, la purification des mœurs politiques. Papaendréou a dominé la vie politique grecque pendant des années. Maintenant, il est vieux, malade et... amoureux. Il veut se remarier et semble prendre plus d'intérêt à partir en croisière avec son épouse qu'à la politique. Pourtant son gouvernement a sombré dans la corruption et, de divers côtés, on cherche à l'impliquer personnellement dans les scandales (escroquerie à l'égard de la CEE, écoutes téléphoniques, etc.). C'est dans ce contexte de crise qu'il faut replacer l'écho de l'affaire de Léros. Il est en effet difficile d'expliquer pourquoi son gou-

vernement n'a rien fait pour remédier à une situation qu'il connaissait parfaitement, pourquoi 16 millions de francs débloqués par la CEE à cette fin n'ont pas été utilisés... Ici et là, on insinue que ces fonds auraient été détournés. Dimitri ne croit pas à la culpabilité directe de Papaendréou et n'est pas certain que le Pasoc perdra les prochaines élections du mois de novembre. Mais, en fin de compte, je trouve qu'il y a quelque chose de sinistre au énième degré dans toute cette exploitation politique de la misère de Léros.

9 octobre, escale à Kalymnos

Dimitri me traduit un article, daté du 2 octobre, du journal grec *Elefthérotipia*, analysant un rapport sur Léros, qui après bien des avatars, a été signé par le ministre de la mer Égée (rapport établi par Mikel Psimiti et Mme Alavnou). En 1987, M. Ardatis (dont le nom signifie « le rebelle »), qui était alors le maire de Léros et président du comité directeur de l'hôpital, avait décidé la fermeture de ce dernier. Mais, sur un seul coup de téléphone venant de très haut, il avait été immédiatement « démissionné ». Son successeur, au contraire, avait le projet d'embaucher 263 aides soignants supplémentaires, venant donc s'ajouter aux 1000 membres actuels du personnel. Mais, finalement, le concours de recrutement avait été interdit par le ministère ainsi que toute nouvelle admission de malades. Il y a là, à l'évidence, une sorte d'inflation du personnel de l'établissement, compte tenu qu'on n'y fait que du gardiennage. Tout son budget, qui a titre de comparaison, correspond à dix fois celui de la clinique de La Borde – ce qui est relativement important au regard du contexte économique de l'île – est pompé par les frais de personnels qui trouvent refuge à l'hôpital. Le rapport confirme que ceux qui ne sont pas d'accord pour maintenir les méthodes de l'hôpital se font tabasser. Il ajoute que même à l'époque du Moyen-Âge on ne pouvait imaginer une situation aussi lamentable. Un élément qui n'a pas été signalé dans les reportages que j'ai lu ultérieurement, c'est une surconsommation de produits psychotropes, non seulement par les malades, mais aussi par le personnel et la population de l'île auxquels ils seraient distribués gratuitement. C'est assez incroyable mais c'est à vérifier ! Les rapporteurs soulignent que la population est aussi

victime de cet état de fait : alcoolisme, augmentation des divorces... « Les fous semblent prendre leur revanche sur la population qui est, elle aussi, prisonnière de ce système. »

9 octobre, sur le bateau de Léros

Nous avons du prendre un bateau privé à cause de la tempête. Nous sommes dans un paysage splendide : nous longeons, de très près de la rive, des à-pics rocheux qui évoquent en moi *Le colosse de Marousi*, d'Henri Miller. Évidemment je pense aussi aux trières de l'Antiquité ! À présent, toute cette expédition de Léros me paraît un peu étrange. Mais je suis amené à la réalité par la rencontre de deux retraités de l'hôpital psychiatrique, qui ont embarqué avec nous.

« Les journalistes sont des voyous. Ils n'ont raconté que des mensonges sur l'hôpital. On a ramassé la merde des malades à la pelle pendant vingt-cinq ans, on mangeait avec eux, on vivait avec eux, quelquefois on recevait des coups. Et maintenant des gens en costume viennent nous faire la morale. Les projets de reconversion de la Communauté européenne des activités économiques de l'île en tourisme ne favoriseront que les riches, et nous, on n'aura plus de travail que quelques mois par an. » Ils ne voient aucune solution. Puis ils s'engueulent parce qu'ils ne sont pas d'accord sur la responsabilité du Pasoc dans cette histoire.

Plus tard, sur l'île

Rencontre de Mikos Macheras, président de l'association des commerçants de Léros. Même son de cloche : les journalistes ont exagéré, il y a eu de grosses améliorations. S'il y a eu des magouilles avec l'argent, ce n'est pas dans l'île car 90 % des achats se font sur appel d'offre avec des commerçants extérieurs.

rencontre de Kotakis Témothéos, pharmacien et secrétaire général de la mairie. La population de l'île n'est pas responsable. L'hôpital sert de dépotoir pour les malades les plus graves de toute la Grèce. Les familles les abandonnent ; elles ne viennent presque jamais les voir. Il n'y a que deux sortes de problèmes : la vétusté des bâtiments et la manque de psychiatres. Mais la situation des bâtiments de l'hôpital à Daphni, à Athènes, est bien pire, et, là, on est à dix kilomètres du

ministère de la Santé ! Il est faux que l'on distribue gratuitement des calmants à la population, mais il est vrai que les membres du personnel en prennent beaucoup. C'est encore une déformation des journalistes. Lui, son idéal serait de rénover complètement l'hôpital et de faire de l'île le « bijou de la mer Égée ». En attendant, avec toutes ces campagnes de presse, le tourisme périclité ! Il nous présente son frère, Kotasis Thanassis, qui est neurologue au service des femmes et qui, très aimablement, nous y conduit.

Au village de Laki, dans le service des femmes, réception orangeuse de la directrice, Mme Kety Karamikola, assistée de son *staff*. Tout le monde parle à la fois ; elle téléphone sans arrêt en hurlant. J'essaie, comme je peux, de calmer le jeu. Mais j'ai le malheur de prononcer le nom de Franco Rotelli, ce qui déclenche aussitôt une diatribe contre les Italiens et les autres composantes de la *task force* internationale qui doit arriver ici prochainement. « Quand ces gens-là viennent nous voir, ils sont très gentils ; puis une fois rentrés chez eux, ils écrivent des horreurs, comme dans le *Corriere della Sera* et ils publient des photos dont le sensationnalisme ne prouve rigoureusement rien. » J'explique que nous ne venons pas ici en juge d'instruction, mais pour essayer de comprendre et témoigner. Elle s'apaise un peu et nous explique, à présent, que tout est de la faute à la gestion du Pasoc, qui a laissé trop de liberté au personnel, lequel ensuite n'a plus rien voulu faire ! Il est tard, la nuit est tombée, cependant la directrice annule la réunion qu'elle avait prévue et décide, au pied levé, de nous faire visiter de fond en comble son service. Nous voici donc enfin parmi les malades de Léros. J'ai déjà pas mal visité d'hôpitaux psychiatriques dans le monde, et je me méfie de mes réactions, car ma sensibilité a fini quelque peu par s'émousser. C'est toujours la même détresse, la même nudité psychique, la même obscénité sociale. Et, je dois l'avouer d'emblée, ce n'est pas pire ici qu'ailleurs. C'est même exactement comme la plupart des asiles français d'il y a vingt-cinq ans. Des êtres fantomatiques au crâne rasé, aux traits du visage effacés par des années d'angoisse et de solitude au sein de la multitude. Des robes-sacs standards voilant à peine des chairs de camp de concentration. Il y a le pire, selon l'aveu de la directrice : une soixantaine de femmes entassées dans

une pièce pendant qu'on fait le lavage des salles communes et des dortoirs, certaines entassées les unes contre les autres, certaines accroupies comme des bêtes sous une banquette, dans des attitudes qui évoquent les toiles de Jérôme Bosh, des gestes de brutalité entre malades, des gestes paternalistes de la part du personnel. Et puis, surprise, il y a deux jeunes stagiaires hollandaises, et une photographe américaine qui est entrée là sans autorisation. C'est étonnant mais cet hôpital-prison est vraiment totalement ouvert à qui veut le visiter. Essayez de vous pointer à Maison blanche ou Cadillac, à huit heures du soir, sans autorisation, sans rendez-vous ! La directrice nous montre tout, les dortoirs de cinquante lits, pas une table de nuit, pas un meuble, juste une télé délirante au plafond, plus ou moins déréglée ; et le moins pire, à savoir : des quartiers rénovés avec des dortoirs à quatre lits et des placards individuels. C'est affreux ; c'est nul ; il n'y a qu'à attendre la mort pendant des années, mais, je le répète, ce n'est pas autrement qu'ailleurs. Il y a même un embryon d'ergothérapie. Une mongolienne me présente les chiffons qu'elle a brodés. Elle m'en donne un. Je l'embrasse. Au détour d'un couloir un malade crie : « Je suis là depuis vingt-cinq ans, je veux revoir ma famille !... » Mais sa famille où est-elle ? Des mains se tendent, des sourires s'esquissent et même quelquefois des éclats de joie enfantine nous ramène à l'évidence que, lâchement, on serait tenté de contourner : bien sûr que ce sont des êtres humains, bien sûr que ce ne sont pas des bêtes fauves ! Et, paradoxalement, le moment où l'émotion est la plus insoutenable, c'est lorsque nous apercevons, sur un lit dans la pénombre, un chat lové sur le cou d'un corps recroquevillé sous une couverture, comme si, lui, savait mieux que personne la vérité de la chaleur humaine. Une vieille femme très douce me parle en français. Partout où je suis passé dans les asiles étrangers, il y a toujours au moins une rencontre de ce genre. Elle a appris le français chez les sœurs en Égypte. Tout donne à penser qu'elle est tout à fait comme vous et moi. Qu'est-ce qu'elle fait là ? Une autre, de Salonique, crie en pleurant qu'elle ne veut pas retourner chez elle, là-bas, au pays. Mais qui parle dans ce refus ? C'est long, c'est interminable la visite de 370 femmes dans ces conditions-là ! Demain nous irons chez les hommes et peut-être chez les enfants. Qu'est-ce qui nous attend ?

10 octobre, service des hommes

Le service des hommes – 700 malades – est au bord de la mer. Le soleil est éclatant ; les jardins sont parfaitement entretenus. Nous visiterons très librement tous les locaux, les plus vétustes comme les mieux équipés, en particulier sept petits pavillons vraiment bien aménagés. Nous visiterons également le service des encéphalopates et des mongoliens qui, comme partout ailleurs, génère des visions de cauchemar. Quelle épouvantable besogne pour les infirmières qui vivent là à longueur d'année ! Quoi qu'il en soit, le fait est là : il n'y a plus ici de malades nus se roulant dans la fange. Il y en a eu ; personne ne le nie ; mais il n'y en a plus depuis plusieurs mois. Lucas Jennis, un des deux psychiatres actuels de Léros, nous a même certifié que le journaliste de l'*Observer*, pour illustrer son reportage avait dû rechercher d'anciennes photos, parce que l'espèce de « fosse aux serpents » du pavillon 16, où 135 malades vivaient de puis des années nus, entassés comme du bétail, a disparu. Il nous la montre, cette cour, désormais vide et repeinte. « On avait même pensé à y mettre une chèvre ! » Les plus grands dortoirs sont en travaux, des box individuels y sont aménagés. C'est toujours effrayant, mais ce n'est pas le camp de la mort décrit par la presse.

Il y a dans l'affaire de Léros la conjonction de trois niveaux : mass-médiatique, politique et psychiatrique qu'il est absolument nécessaire de démêler. Les médias ont fait du sensationnel, là où, malheureusement on était proche d'une réalité relativement banale. C'est la psychiatrie dans sa globalité qu'il faut essayer « cibler » – en particulier celle qui se fait à Daphni, l'hôpital d'Athènes, avec ses 2 000 malades. Il ne suffit pas de se contenter de prendre Léros et sa population comme bouc émissaire pour demain oublier l'affaire et passer à la suite de l'actualité. D'un autre côté, sans l'action des médias, sans doute que rien n'aurait été possible. Politiquement, la gauche et la droite sont responsables de la passivité des pouvoirs publics. Miliadiadis Evert, l'ancien ministre de la Santé – de droite –, était parfaitement au courant de la situation depuis dix ans, depuis qu'il occupait un poste dirigeant. Et même encore aujourd'hui, personne ne peut prédire ce que deviendront les plans de réforme au lendemain des élections. Le problème psychiatrique de fond

consiste à déterminer si, dans une telle situation, il convient de supprimer l'hôpital ou de le reconvertir. La réponse n'est pas si simple. Lucas Janis, qui fut un adepte de Franco Basaglia, attend avec impatience la venue de la mission italienne. Il nous avoue franchement qu'il ne reste à ce poste que parce qu'il escompte une aide extérieure. Seul, face à un personnel réticent devant chaque tentative de réforme, vivant dans la crainte d'une fermeture de l'hôpital, face à la lenteur des services techniques pour tailler des habits, aménager des locaux..., il ne peut pas faire grand-chose. Par paquets d'une douzaine de lits, il libère des places au sein des pavillons rénovés, pour y installer et y réadapter à la vie sociale élémentaire des malades qui sont restés dix ou vingt ans dans un état de totale sauvagerie. « Il faut leur redonner l'habitude de sentir le tissu sur leur peau... Certains d'entre eux n'avaient pas vu leur image dans un miroir depuis trente ans ! » La réhabilitation des services et leur reconversion ne sont pas inconcevables, mais à plusieurs conditions :

1. qu'elles soient menées par une équipe dynamique et cohérente de psychiatres, d'infirmiers, de travailleurs de la santé mentale. Il faudrait que se constitue une minorité agissante qui entraîne l'ensemble dans un *militantisme de la vie quotidienne* et qui catalyse une intelligence et une sensibilité collective de la vie sociale. Il faudrait des psychiatres comme Tosquelles, Bonnafé, des infirmiers comme Bonnet, qui en 1942, prirent en main l'hôpital de Saint-Alban, en Lozère, qui était menacé de famine. Et il n'y a pas de raison de penser que leur équivalent grec n'existe pas aujourd'hui ! L'exemple de l'hôpital de Salonique, avec des animateurs comme Kostas Bairaktaris le prouve ; et il est réconfortant de voir Lucas Jannis nous lire une circulaire qu'il adresse à l'ensemble du personnel du service pour l'inciter à régir de manière créative aux attaques des médias ;
2. que soient implantés ici le maximum d'activités culturelles, sportives, d'ateliers d'ergothérapie, de clubs thérapeutiques dans *l'esprit de la psychothérapie institutionnelle*, de façon à faire évoluer parallèlement les soignés et les soignants ; je pense aussi à des systèmes de coopératives tournées vers l'extérieur, comme les pratiquent les équipes de Trieste ;
3. que toutes ces réformes s'effectuent à titre transitoire, le

temps que le maximum de malades soient mis en mesure de *réintégrer*, au sein de structures adéquates, *leur tissu social d'origine*, ce qui implique l'amorce d'une transformation d'ensemble de la psychiatrie en Grèce ;

4. qu'à long terme, ces lieux maudits qui, au demeurant, sont implantés dans des sites enchanteurs, soient transformés en centres ouverts à la fois sur l'intérieur et sur l'extérieur. Que les résidents, ceux qui ne peuvent loger ailleurs, ceux qui y trouvent une assistance et des soins, puissent y circuler à leur guise, et qu'en retour, la population de l'île puisse participer à certaines activités culturelles, artisanales, etc.

À l'heure actuelle, aucune de ces conditions n'est réunie. De tous côtés on accuse, on récrimine, on culpabilise, on tourne en rond dans un climat malsain. C'est le moins qu'on puisse dire ! Les crédits engagés dans ce brouillard risquent d'embrouiller encore plus la situation, de la durcir, de la figer. Beaucoup dépendra ici de la coopération internationale qui va s'engager. Le vrai scandale de Léros, c'est que nos sociétés sont démunies quand il s'agit d'innover dans le domaine social. Reconvertir des industries au rythme accéléré des transformations de cette fin de millénaire, on commence à savoir faire, après, il est vrai, beaucoup de dégâts. Mais ce qui n'est pas entré dans les mœurs, c'est de repenser la psychiatrie, la pédagogie, la condition du troisième âge, la vie de voisinage... C'est quelque chose qui paraît très problématique, mais il faudra bien pourtant y venir !

Le service des « enfants »

Ici tout est propre, rénové et même détendu. Les arriérés profonds ont entre 5 et 42 ans. Ils habitent deux étages séparés. Il y a quelque chose d'hallucinant, d'indescriptible, à les voir dans des postures étranges sur leur lit. Les atteintes cérébrales sont tellement profondes que le personnel semble à la fois totalement démuné et armé d'une bonne conscience à toute épreuve. Il y aurait pourtant tellement de choses à faire ! Quand on pense à l'extraordinaire travail d'un Fernand Deligny avec des débiles et des enfants autistiques... Il est vrai qu'on déclare ici qu'il n'y a pas de cas psychiatriques. Admettons ! De toute façon il n'y a pas de médecin ! Il y a deux postes à pourvoir, mais personne n'en veut. C'est trop

loin de tout et c'est trop mal payé (2 000 francs par mois !). Jannis Zavolas, l'actuel président du conseil d'administration, estime que les trois centres de Léros seront finalement fermés. Il préférerait leur reconversion, assortie, en tout premier lieu, de la diminution de leur capacité (en 1981, il y avait 310 « enfants », il n'y en a plus aujourd'hui que 180). À son avis, ces fermetures sont inéluctables à cause d'un lobby de psychiatres grecs qui veulent utiliser les crédits disponibles pour construire de nouveaux services à Athènes, c'est-à-dire pas trop loin de chez eux ! Lui non plus ne pense pas trop de bien des psychiatres qui gravitent autour de Daphni, où nous devons en principe nous rendre demain.

11 octobre, Athènes, hôpital Daphni

Ce n'est qu'au terme d'une longue attente et d'une négociation feutrée que nous parvenons à obtenir l'autorisation de visiter l'hôpital Daphni, situé à 5 km d'Athènes et qui héberge 1 900 malades (il y en avait 2 600 il y a dix ans). L'interdiction initiale de prendre des photos se transforme progressivement en autorisation, sous l'engagement formel de ne pas utiliser publiquement celles où l'on peut reconnaître des visages. Rien à dire !

Au cours de notre exploration, nous passerons par des sentiments contrastés. Pour commencer, par une impression de malaise et de mauvaise conscience chez nos premiers interlocuteurs. Le docteur Haris Varouhakis, la soixantaine, proche de la retraite, se méfie de l'intrusion des journalistes. Il ne s'adresse qu'à moi, à titre de « collègue » (il le souligne à plusieurs reprises). Dans l'attente de Savas Tsitouvides, président du comité scientifique, nous devisons longuement et vaguement sur les méfaits de l'intrusion des questions politiques dans le domaine psychiatrique et sur le poids des bureaucraties d'État. Alors qu'il est, depuis plusieurs décennies, un des médecins-chefs de cet établissement et qu'il n'a semble-t-il, pas fait grand chose pour le faire évoluer, il déclare tout de go que la seule solution, c'est de le fermer et de le remplacer par des structures plus légères. Il voudrait aussi que Léros soit fermé, et que son personnel soit reclassé dans le tourisme et ailleurs. Enfin, Savas Tsitouvides arrive et la visite peut commencer. Heureusement que nous sommes

également pilotés par Chiara Strutti, l'animatrice de l'équipe de Trieste, installée ici depuis un an, et qui aidera à déjouer un itinéraire qui nous aurait fait manquer l'essentiel.

Il y a de quoi se perdre dans ces seize services, ces trente-trois pavillons ! Rectification : il y a bien 135 médecins mais seulement 45 psychiatres, et il paraît que c'est insuffisant et qu'il reste encore vingt-cinq postes à pourvoir. Par contre Haris Varouhakis – qui décidément se dégèle – ne nous cache pas que neuf sur dix d'entre eux viennent deux heures par jour et consacrent le reste de leur temps à leur clientèle privée ! Ce qu'on voulait surtout nous montrer, ce sont des pavillons repeints et de nouvelles constructions. Nous défilons devant le « centre de crise aiguë » et celui de « thérapie brève ». Si ça ne va pas mieux au bout de quarante jours, on vous transfère dans le pavillon d'à côté ! Nous continuons par le pavillon 3 qui a été rénové par l'équipe italienne et qui est maintenant tout à fait présentable. Mais malgré beaucoup d'efforts, en particulier d'initiatives culturelles, la situation est devenue très tendue entre la direction et les Italiens ; Il faut dire qu'ils y avaient été fort. Par exemple, ils avaient inscrit sur les murs : « ASILE = PORTES FERMÉES = VIVRE DANS LA COHUE, SANS HABIT = MANGER AVEC SEULEMENT UNE CUILLERE = ETRE EXPLOITÉ AU TRAVAIL AU NOM DE LA THÉRAPIE = SE PLAINDRE SANS RIEN FAIRE. » Inutile de dire que ces murs-là ont été vite repeints (nous n'en avons vu que des photographies).

Puis on nous promène vers des pavillons préfabriqués, où doivent être transférés les malades de certains services. Au passage, je regarde à travers les barreaux d'une sorte d'usine qui fait office de cuisine pour tout l'hôpital. Nous dérivons dans l'hésitation car, manifestement, on nous cache quelque chose. Chiara Strutti nous a glissé à l'oreille : « Demandez le pavillon 11. » Éric Favereau insiste : « Et le pavillon 11 ? » Plus moyen de reculer, nous y allons. C'est l'horreur ! 95 « hommes » – si le nom peut encore leur être appliqué – tournoient, hurlent, certains complètement nus, d'autres attachés... C'est un entassement indescriptible. Et pourtant il paraît qu'il y a eu ici jusqu'à 340 personnes ! À cette époque, il y a dix ou vingt ans – les avis divergent –, c'est la totalité de l'hôpital qui était ainsi. On nous affirme qu'il n'y a plus d'autres services dans un tel état. « Vous

allez le fermer bientôt ? » « Non, il n'y a encore rien de décidé, rien n'est programmé. » C'est invraisemblable !

Ce que la presse nous annonçait à Léros, en réalité, comme nous l'avait dit Franco Rotelli, c'est à Daphni que nous l'avons trouvé. La seule différence, c'est que sont affectés à ce « service » trois médecins-chefs et plusieurs internes. Mais qu'est-ce qu'ils font ? Ils devraient être devant le ministère à faire la grève de la faim ! Tout le monde connaît la situation. Il n'y a pas si longtemps lorsque quelqu'un perturbait l'ordre établi, on le menaçait en lui disant : « On va te transférer au pavillon 11 ! » Et l'avertissement était valable aussi bien pour les malades que pour le personnel ! Nous sortons de là complètement retournés. Pour me remonter le moral, Chiara Strutti m'explique que dans un autre pavillon, ils ont détaché des enfants qui étaient sanglés depuis quatre ans ! Et, comme dans un coup de théâtre ou un *happy end*, nous nous retrouvons dans un service modèle pour trente toxicomanes et alcooliques. Son médecin-chef, Mme Katerina Matsa, l'a monté de toute pièce depuis quinze ans. Les cloisons intérieures, les peintures ont été faites par le personnel et les patients. Toutes les techniques de psychothérapie individuelle et collective se pratiquent ici (par la musique, la relaxation, le psychodrame). L'équipe animatrice, trente personnes, gère un programme en trois temps : un mois pour la désintoxication proprement dite (sans méthadone) ; quatre mois de « désintoxication psychologique » ; un an de suivi par thérapie familiale, groupe de toxicos anonymes, etc. Mais le service est peu connu du fait de son insertion au sein de Daphni, qui a tellement mauvaise réputation. L'équipe voudrait émigrer à Athènes.

« Et Léros, Madame Matsas, qu'est-ce que vous en pensez ? Il faut le fermer ?

— La situation est complexe. Il faut la faire évoluer en tenant compte des problèmes de la population et dans le cadre d'une politique globale de transformation de la psychiatrie en Grèce. »

Voilà. C'est la même réponse qu'avait faite Franco Rotelli, à l'issue de sa première visite à Léros et à l'occasion d'une rencontre qui s'était tenue ici en décembre 1988. Alors que tout le monde attendait de sa part une prise de position jusqu'au-

boutiste de fermeture immédiate, il avait déclaré : « Il faut continuer Léros ; il faut partir de la situation telle qu'elle est. » Chiara se rappelle encore la stupéfaction de l'assistance. C'est aussi la conclusion à laquelle j'en suis venu au terme de cette brève enquête.

